

LA TURQUIE AU MOYEN-ORIENT

L'apprentissage de la puissance

Sous la direction de Gilles Riaux

Depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002, la Turquie a développé une ambitieuse politique étrangère vers le Moyen-Orient, zone autrefois délaissée par Ankara. Elle correspond à une vision stratégique qui place la Turquie à l'articulation de plusieurs espaces géographiques pour démultiplier son action internationale. Conformément à la doctrine du ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu, la diplomatie turque s'est employée à porter un projet de transformation pacifique et d'insertion globale du Moyen-Orient, dont la Turquie serait la principale bénéficiaire. Les révolutions arabes sont au départ apparues comme autant de confirmations de la nouvelle puissance de la Turquie dans des pays qui furent sous domination ottomane. Ankara est alors apparu comme un modèle politique possible pour les pays arabes, sortant de plusieurs décennies de régime autoritaire. Les dynamiques contre-révolutionnaires, le passage à la violence et la communautarisation des conflits ont contribué à isoler la Turquie dans un Moyen-Orient qu'elle prétendait rassembler. Cet isolement stratégique, particulièrement perceptible à l'aune des promesses antérieures de Davutoğlu, a remis en cause la puissance turque et alimenté les critiques du gouvernement AKP.

Les contributions de cette Etude de l'Irsem se penchent sur les formes prises par la puissance dans un Moyen-Orient en pleine transformation. Cette perspective demande de se dégager d'une conception substantialiste de la puissance pour la considérer de manière relationnelle. L'analyse des instruments de la politique extérieure et des relations bilatérales deviennent autant d'indicateurs du rôle joué par la Turquie dans la région. Ils permettent de mesurer si Ankara reste à même de modeler la reconfiguration en cours du Moyen-Orient, ou du moins à ne pas se laisser imposer un système régional qui lui soit défavorable. Les difficultés actuelles de la Turquie sont révélatrices d'un processus d'apprentissage, celui d'une puissance régionale qui se confronte aux enjeux que lui impose son nouveau statut. Reste à savoir si, après plus de dix ans d'exercice du pouvoir, le leadership turc est en mesure d'adapter sa politique à un contexte international transformé. Comme sur certains dossiers de politique domestique, le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan apparaît de moins en moins capable d'adapter sa politique étrangère aux nécessités du temps.

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de cette exploration des formes de la puissance turque au Moyen-Orient. Malgré les difficultés actuelles, la Turquie reste un acteur régional majeur, qui a la volonté et la capacité de s'implanter durablement au Moyen-Orient. Dès lors, Ankara constitue un point d'appui d'autant plus important pour les stratégies occidentales dans la région que la Turquie dispose de moyens importants pour contrer des initiatives qu'elle juge contraire à ses intérêts. Les obstacles rencontrés par la Turquie au Moyen-Orient rappellent qu'elle n'est encore pas en mesure d'agir seule et que son ancrage occidental reste déterminant pour sa stabilité et sa sécurité. Enfin, les tensions apparues récemment entre Ankara et Washington sur plusieurs dossiers concourent à réévaluer la valeur des liens qui unissent la Turquie et les pays européens. Ils doivent constituer un élément important de toute stratégie européenne au Moyen-Orient.

LA TURQUIE AU MOYEN-ORIENT

L'apprentissage de la puissance

Sous la direction de Gilles Riaux

Les orientations stratégiques de la Turquie restent néanmoins soumises à deux problématiques qui pourraient remettre en cause leur constance dans les prochaines années. La première tient à un processus décisionnel qui s'est peu à peu refermé sur un groupe restreint d'individus et à une forte personnalisation de la diplomatie turque. Cette relative désinstitutionnalisation soumet étroitement les choix de politique étrangère turque aux réactions peu contrôlables d'un leadership politique au pouvoir depuis plus de dix ans. En second lieu, la crise syrienne mais aussi la restauration autoritaire en Egypte accentuent en Turquie l'enchevêtrement des problématiques extérieures et domestiques, que sont la question kurde, le terrorisme ou encore les relations entre les militaires et le pouvoir civil. Cet enchevêtrement laisse présager une soumission de certains enjeux diplomatiques et stratégiques à des logiques propres au champ politique turc.